

<https://ricochets.cc/La-fraude-sociale-une-goutte-d-eau-dans-l-ocean-d-inegalites-de-precarite-et-de-domin-ation-bourgeoise.html>



# La fraude sociale, une goutte d'eau dans l'océan d'inégalités, de précarité et de domination bourgeoise

- Les Articles -  
Publication date: samedi 3 juin 2023

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

La précarité augmente en France, avec 31% des Français qui se retrouvent avec moins de 100 euros dès le 10 du mois et des difficultés accrues pour payer les loyers, pourtant la priorité de la tyrannie macroniste, c'est la fraude sociale et le travail obligatoire pour les bénéficiaires du RSA !

Sans parler des millions (milliards) pour l'armée et les équipements policiers.

L'Etat-capitalisme défonce la planète et rend le climat invivable, tout en étant incapable d'assurer le minimum pour une vie décente à tout le monde, sans parler de la mauvaise nourriture industrielle des discounts, des pesticides et polluants chimiques/plastiques qui imbibent nos corps et la totalité de la biosphère.

Quand est-ce qu'on s'organise et agit pour arriver vraiment à stopper toute cette merde ?



La fraude sociale, une goutte d'eau dans l'océan d'inégalités, de précarité et de domination bourgeoise

## LA « FRAUDE SOCIALE » ? UN MYTHE BOURGEOIS : CRIMINALISER LES PAUVRES PENDANT QUE LES RICHES S'EMPIFFRENT

Le Gouvernement annonce un plan pour lutter contre la fraude sociale, alimentant encore le mythe des pauvres qui profitent du système, tout en fermant les yeux sur une réalité pourtant évidente : les riches s'empiffrent grassement sur le dos des plus modestes, en trouvant toujours le moyen de dissimuler leur argent, payer moins (pas) d'impôt, détourner des fonds, profiter d'emplois fictifs... la liste est longue !

Bercy estime la fraude sociale à 8 milliards d'euros, comprenant la fraude aux cotisations et celle aux contributions sociales (travail au noir, recours illégal au travail détaché, sous-déclaration du chiffre d'affaire des micro-entrepreneurs, etc). Concernant les chiffres de la fraude aux prestations sociales, la Cour des comptes estime à 2,8 milliards d'euros la fraude à la CAF, 200 millions sur les retraites et autour de 4 milliards la fraude à la sécu.

Mais l'obtention de ces chiffres sur la fraude est contestable. D'une part parce que « les trois quarts de cette fraude relèvent de la responsabilité des entreprises (fraudes aux cotisations) et des professionnels de santé » déclare Mediapart. En effet, sur ces « 3,5 milliards à 4,5 milliards de fraudes estimées par l'Assurance maladie, 80% émanent de professionnels de santé, pas des malades » selon les chiffres de la cour des comptes, « par surfacturation ou par facturation d'actes fictifs » avoue Gabriel Attal lui-même dans son interview au Parisien.

Les allocataires des prestations sociales, cibles de toutes les critiques, ne représenteraient finalement qu'un quart de la fraude sociale, soit 4 milliards d'euros. Des chiffres également à relativiser puisque les organismes de ces prestations sociales ne font pas nécessairement la distinction entre fraude volontaire et erreurs involontaires dans le versement des allocations notamment.

Il y a également les erreurs faites par l'administration elle-même : « une prestation de retraite nouvellement attribuée sur 7 comporte une erreur, 10% des remboursements de l'assurance maladie, 25% des primes d'activité, 16% du RSA ». Et sur ces chiffres, dans « 20% des cas, il s'agit de sommes qui NE SONT pas versées alors qu'elles le devraient ».

Cette indistinction, en ce qu'elle gonfle les chiffres de la « fraude », sert ainsi les discours de la droite pour dénoncer celles et ceux qui profiteraient du système social... Cette même droite dont on ne compte plus les condamnations pour fraude fiscale, détournement de fonds, emplois fictifs, et autre... l'hypocrisie est à son comble.

**Ajoutons à cela qu'un tiers des prestations sociales ne sont pas demandées. Ce serait 10 milliards d'euros chaque année qui ne seraient pas réclamés par celles et ceux qui seraient en droit de demander l'aide de l'État.** Largement plus que les 4 milliards d'euros estimés de fraude sociale par les allocataires. En fait, plutôt que de parler de « fraude », le gouvernement devrait organiser un plan d'accompagnement des personnes dans le besoin pour percevoir les aides auxquelles elles ont droit !

Car ce sont les personnes les plus précaires qui en pâtissent. Les procédures pour accéder à ces droits sont parfois extrêmement complexes, et cela même en maîtrisant la langue française. Il est maintenant quasiment impossible de discuter avec un être humain pour nous aider dans nos démarches. Les personnes n'ayant pas accès à des outils numériques ou à internet sont pénalisées. On ne peut plus aujourd'hui toucher des aides sociales sans disposer d'un accès à internet. La fracture numérique, notamment, est un facteur d'exclusion sociale et tend à empêcher certains publics d'accéder à leurs droits.

**C'est notamment l'accès au RSA qui est rendu le plus complexe, alors même que c'est l'aide sociale la plus minimale pour les personnes le plus en difficulté financière, qui ne permet même pas à elle seule de vivre décemment. L'accès au RSA demande en effet l'actualisation régulière de ses ressources, contrairement à d'autres aides sociales versées de manière automatique. À environ 500 euros par mois, on est bien loin du seuil de pauvreté. Et pourtant, dans une indécence sans limite, c'est bien cette prestation sociale qui est remise en cause par l'expérimentation actuelle, dans plusieurs départements, de travail obligatoire pour toucher cette aide. Une expérimentation qui, comme toujours, a vocation à s'étendre sur l'ensemble du territoire de manière définitive.**

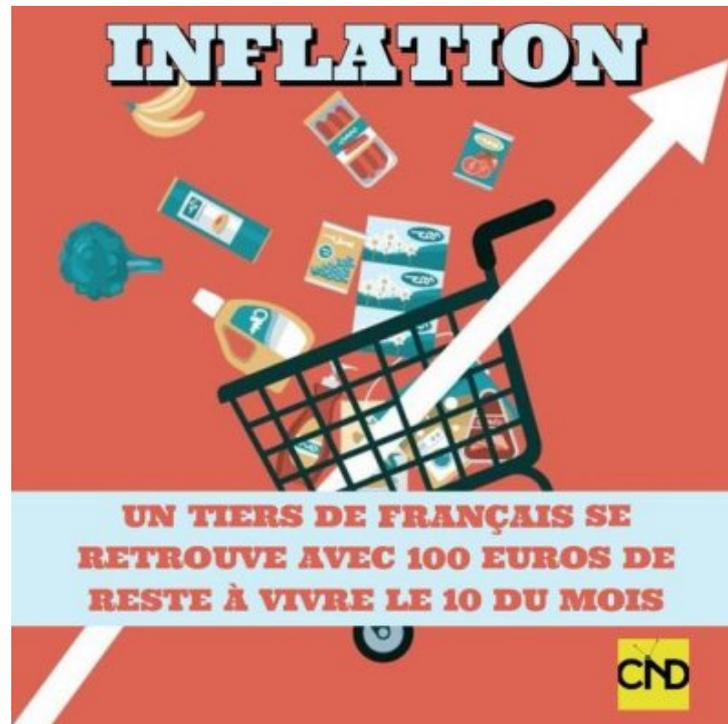
Une réelle stratégie de criminalisation de la pauvreté

Toujours plus loin dans l'indécence, un amendement du sénat visant la suppression de l'aide médicale d'État (AME) est en débat. Il s'agit d'une aide sociale de prise en charge des soins pour les personnes étrangères en situation administrative irrégulière. La base la plus minime de l'humanité : soigner les personnes, peu importe leur situation administrative. Une aide sociale essentielle... et pourtant remise en cause constamment par la droite et l'extrême droite. Plusieurs tentatives ont déjà eu lieu pour supprimer cette aide : le sénat l'avait demandé lors de la dernière loi immigration de Gérard Collomb en 2018. Depuis sa création en 2000, l'AME n'a cessé d'être réduite, restreignant année après année le panier de soins accessibles avec l'AME. La réforme de 2019 a drastiquement réduit l'accès à cette aide, accordée désormais à partir de trois mois passés sur le territoire français... Une mesure criminelle qui, si elle ne conduit pas à la mort par défaut de soins dans certains cas, risque d'aggraver encore plus le besoin de soins initial. Une aberration qui a un nom : la non-assistance à personne en danger.

**On assiste à une réelle stratégie de criminalisation de la pauvreté. Les discours méritocrates de la Macronie tentent de faire croire que les privilèges et le pouvoir des puissants ne reposent que sur le mérite d'un travail acharné. Une idée complètement déconnectée des réalités. Il suffit d'observer les trajectoires de ceux qui nous gouvernent pour le comprendre, ils n'ont aucun mérite : ce sont des héritiers. Ce sont eux les assistés**

**! Ils ont profité de leur héritage pour accéder à des études supérieures hors de prix, vécu dans de bonnes conditions financières et matérielles, profité d'un réseau professionnel et d'un capital culturel, et tout cela en s'enrichissant sur les dos des travailleur-ses. Ils tentent de nous faire croire que nous sommes des indésirables et des assisté-es, mais comme le dit si bien Nicolas Framont : « Les parasites ne sont pas ceux que l'on croit. La véritable classe parasite est celle qui est située au sommet du corps social (...) qui se nourrit de notre travail, de nos impôts, de notre vie politique, de nos besoins et de nos rêves ».**

(post de Contre attaque)



La fraude sociale, une goutte d'eau dans l'océan d'inégalités, de précarité et de domination bourgeoise

## Consommation des français, la ligne rouge franchie.

**Une enquête de l'IFOP pour MonPetitForfait révèle, Ô surprise, que les français consomment beaucoup moins, et que les sacrifices touchent désormais aux denrées alimentaires.**

Car inflation rime avec gagner moins, manger moins. La logique est implacable.

Sauf que manger moins ( on ne parle même pas de manger mal mais bien de ne pas manger à sa faim ) démontre que le virage pris par la politique inflationniste devient dangereux physiquement et psychologiquement pour une part grandissante de la population.

Comme le précise cette enquête, « plus d'un consommateur sur deux ( 58% vs 29% en 2007 ) a réduit ses dépenses alimentaires pour des motifs financiers ces 12 derniers mois »

**Résultat, un français sur deux saute des repas, régulièrement ou occasionnellement...**

Les difficultés grandissantes dues à l'explosion des prix touchent également les paiements de loyers.

**Et « au 10 du mois, c'est-à-dire après le prélèvement des dépenses contraintes sur les comptes bancaires, 31% des Français se retrouvent avec un reste à vivre de moins de 100 euros sur leur compte en banque, dont 10% à découvert ».**

**La précarité, et les problèmes de santé autant physiques que psychologiques, se répandent à la vitesse de**

**l'éclair, dans une couche de la population auparavant épargnée par la relative sécurité induite par des emplois stables.**

**Il devient de plus en plus courant de ne même pas avoir suffisamment d'argent pour aller au travail, mettre de l'essence dans sa voiture, sans compter la difficulté à simplement manger.**

L'enquête de l'Ifop conclut en révélant que 73% des français jugent que le gouvernement n'en fait pas assez pour lutter contre la hausse des prix. Cela fait une majorité écrasante de mécontents.

C'est bien cela que ce gouvernement craint.

**Il suffirait que la ligne rouge de la colère, qui n'est plus une simple « grogne », sémantique favorite des médias dominants, mobilise massivement la rue, pour aboutir à la reddition honteuse de ceux qui jouent avec nos vies.**

(post et visuel de CND)